

Cote du document: EB 2015/LOT/G.24
Date: 30 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais **F**



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant
une proposition de don au titre du guichet
mondial/régional à la Fédération nationale
des producteurs agricoles moldoves
(AGROinform) en faveur de la promotion
du développement de filières horticoles
inclusives en Arménie, en Géorgie,
au Kazakhstan et en République de Moldova

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Dina Saleh
Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2780
courriel: d.saleh@ifad.org

Khalida Bouzar
Directrice
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Promotion du développement de filières horticoles inclusives en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	

Sigles et acronymes

AGROinform Fédération nationale des producteurs agricoles moldoves

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Fédération nationale des producteurs agricoles moldoves (AGROinform) en faveur de la promotion du développement de filières horticoles inclusives en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova, telle qu'elle figure au paragraphe 5.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à la Fédération nationale des producteurs agricoles moldoves (AGROinform) en faveur de la promotion du développement de filières horticoles inclusives en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer un don du FIDA d'un montant de 1 500 000 USD au titre du guichet mondial/régional à la Fédération nationale des producteurs agricoles moldoves (AGROinform) en faveur de la promotion du développement de filières horticoles inclusives en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova. La proposition de don figure en annexe au présent rapport.
2. Les dons du FIDA ont pour but d'élargir et de valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent respecter les trois principes fondamentaux suivants: i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager au profit de l'impact de développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don afin que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Le projet proposé est conforme au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons. L'intervention proposée promouvra les résultats énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons et, en relation avec le Cadre stratégique du FIDA, elle soutiendra la réalisation de l'objectif stratégique 1 en élargissant la base économique des petits exploitants par une meilleure intégration dans les filières. Ce don améliorera en outre leur accès, au sein de ces filières, à des services

susceptibles d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance, conformément à l'objectif stratégique 2. Enfin, grâce au renforcement des actions collectives, les agriculteurs et leurs organisations seront en mesure de gérer leurs exploitations de manière plus rentable; ce point appuie pleinement l'objectif stratégique 3.

Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet visant à promouvoir le développement de filières horticoles inclusives en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la Fédération nationale des producteurs agricoles moldaves (AGROinform), à l'appui d'un projet de 36 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Promouvoir le développement de filières horticoles inclusives en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova

I. Généralités

1. Les pays de l'ex-Union soviétique, en Europe centrale et orientale et dans les nouveaux États indépendants, se caractérisent par la petite taille des exploitations, la rareté des intrants agricoles et la faible productivité des exploitations. Les petits agriculteurs sont la principale source de production agricole, dans la mesure où ils fournissent environ 70% de la production agricole et 50% de la main-d'œuvre.
2. Dans les pays de l'ex-Union soviétique, les actions collectives des agriculteurs sont l'une des approches les plus efficaces en matière de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de l'accès aux marchés. Le projet, avec l'appui du FIDA, rassemblera et diffusera les enseignements tirés de l'expérience de l'action collective pour promouvoir des filières rentables et inclusives en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Il est de plus en plus évident que les petits exploitants de ces pays courent le risque d'être marginalisés avec l'entrée en vigueur de normes plus strictes, d'exigences de traçabilité, la nécessité d'une quantité et d'une qualité constantes et le besoin d'obtenir davantage d'informations sur l'évolution des conditions du marché. Les petits exploitants individuels sont souvent pénalisés dans la mesure où des opérateurs de plus grande envergure sont mieux à même de répondre à ces exigences. En outre, de nombreux acheteurs de la filière peuvent refuser de traiter avec des petits exploitants compte tenu des coûts de transaction élevés. S'ils parviennent à surmonter ces difficultés, les agriculteurs peuvent bénéficier de meilleurs débouchés sur le marché russe, dans l'Union économique eurasiatique et dans l'Union européenne.
4. La majeure partie des produits agricoles exportés des pays de la région vers des marchés extérieurs, y compris la Russie, provient de cultures horticoles. Le secteur horticole comprend des cultures commerciales à forte valeur marchande, qui peuvent augmenter les revenus des petits exploitants ruraux pauvres et améliorer leur accès aux marchés nationaux et internationaux.
5. Pour améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants dans les pays ciblés, il est nécessaire que le FIDA développe leur compétitivité sur ces marchés et leur aptitude à accéder aux filières agricoles existantes. Le projet proposé vise à aider les petits exploitants à réaliser des économies d'échelle pour améliorer leurs possibilités d'intégration à des marchés rentables.
6. L'Arménie, la Géorgie et la République de Moldova sont les pays de l'ex-Union soviétique qui présentent le plus fort potentiel de développement de filières horticoles. Le projet, qui concerne aussi le Kazakhstan, sera l'occasion pour le FIDA de collaborer avec ce pays pour la première fois.

III. Le projet proposé

7. L'objectif global du projet est d'améliorer les moyens de subsistance des ménages ruraux pauvres. Il est conforme à la stratégie du FIDA qui vise à aider les populations rurales pauvres à bénéficier de nouvelles opportunités et à améliorer leur résilience en les intégrant aux filières.
8. Les objectifs du projet sont d'améliorer les revenus des petits exploitants par l'intégration aux filières en apportant un soutien à des actions collectives durables.

9. Le groupe cible: Parmi les bénéficiaires directs figurent 800 petits exploitants pauvres dans les quatre pays ciblés (environ 200 dans chaque pays). L'action collective favorisera l'intégration dans les filières des agriculteurs pauvres qui possèdent moins de deux hectares par ménage. Sur ces 800 petits exploitants, 40% seront des femmes et 35% auront moins de 35 ans. Les bénéficiaires du projet comprendront des agriculteurs individuels et des groupements d'agriculteurs déjà intégrés dans les filières et prenant part à des actions collectives, ainsi que ceux que l'action collective intéresse. Les bénéficiaires indirects, pour lesquels le projet aura une influence, seront notamment des institutions gouvernementales, des bailleurs de fonds nationaux et internationaux et des ONG qui soutiennent des initiatives en faveur des filières. Le coût par bénéficiaire est conforme à celui de projets analogues financés par des prêts ou des dons du FIDA dans la région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants, soit un coût compris entre 1 500 USD et 1 900 USD.
10. Le projet, d'une durée de 36 mois, comprendra les composantes suivantes:
 - i) sensibilisation accrue et enseignements tirés de l'expérience d'actions collectives;
 - ii) renforcement des capacités des petits exploitants en vue de leur meilleure intégration au sein des filières;
 - iii) adoption de modèles pilotes ayant fait leurs preuves.

IV. Produits escomptés

11. Le projet proposé vise à concevoir, développer et reproduire des filières horticoles. On attend de ce projet les produits suivants:
12. Composante 1: sensibilisation accrue et enseignements tirés de l'expérience d'actions collectives.
 - Produit 1.1. Cartographie des différents groupes et approches en matière d'action collective soutenus par le FIDA et par d'autres organisations. Des études documentaires et de terrain traiteront les thèmes suivants: les conditions socioéconomiques et environnementales qui permettent aux agriculteurs de prendre part à des actions collectives; les partenariats possibles pour le transfert de savoirs dans le domaine de l'agriculture; et les expériences réussies en matière d'action collective.
 - Produit 1.2. Inventaire des politiques et des points d'entrée facilitant l'action collective pour l'accès aux marchés.
 - Produit 1.3. Préparation de documents pédagogiques, de recommandations et de plans d'action indiquant comment promouvoir des initiatives pilotes sur l'action collective dans les pays ciblés à partir des enseignements tirés d'expériences réussies.
13. Composante 2: renforcement des capacités des petits exploitants en vue de leur meilleure intégration au sein des filières.
 - Produit 2.1. Choix des bénéficiaires. Environ 800 participants seront sélectionnés. Pour garantir l'efficacité du projet, il importe de sélectionner des participants déjà membres de groupements d'agriculteurs ou souhaitant y adhérer.
 - Produit 2.2. Évaluation des besoins des bénéficiaires sélectionnés et adaptation des activités de développement des capacités et de renforcement des filières aux conditions propres à chaque pays. Les supports pédagogiques seront préparés une fois que les activités de la composante 1 auront été menées à bien.

- Produit 2.3. Développement des capacités et constitution de groupes informels destinés à participer à la composante 3. Ce produit comprend l'organisation d'activités de formation et de renforcement des capacités pour les 800 participants sélectionnés, et l'aide apportée aux agriculteurs en vue de leur intégration à des groupes (une dizaine de groupes par pays) destinés à participer à la composante 3.
14. Composante 3: adoption de modèles pilotes ayant fait leurs preuves.
- Produit 3.1. Identification et évaluation des 14 groupes pilotes. L'identification de ces groupes se fera selon des processus de sélection concurrentiels dans chaque pays.
 - Produit 3.2. Fourniture d'informations et d'un appui technique aux modèles ayant fait leurs preuves. Les programmes d'assistance technique seront adaptés à chacun des groupes pilotes sélectionnés. Un pôle de services horticoles sera créé pour fournir des conseils en matière technique, de gestion et de commercialisation. Des dons pouvant atteindre 12 000 USD seront accordés sous réserve que les bénéficiaires investissent une somme équivalente.
 - Produit 3.3. Création d'une plateforme régionale de partage des expériences et des résultats des projets, et de mise en réseau. Les meilleures pratiques seront diffusées dans le cadre de forums et d'ateliers internationaux.
 - Produit 3.4. La documentation et le rapport finals détailleront les expériences réussies et les enseignements tirés.

V. Modalités d'exécution

15. Le projet sera dirigé par AGROinform et mis en œuvre simultanément en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan et en République de Moldova, conformément aux stratégies du FIDA et des gouvernements. AGROinform collaborera avec l'association de promotion de l'agriculture biologique Elkana en Géorgie, l'ONG Shen en Arménie et l'Institut kazakh de recherche en économie au Kazakhstan. Ces partenaires conjuguent l'expérience pratique et scientifique requise pour créer des possibilités d'apprentissage et de diffusion des savoirs.
16. AGROinform sera responsable de la gestion du projet et de l'établissement de rapports. Des contrats de sous-traitance seront conclus entre l'organisme chef de file et les partenaires pour définir les rôles et les responsabilités de chaque partenaire ainsi que les modalités de flux de fonds. Le projet sera directement supervisé par le chargé de programme de pays pour la Géorgie et la République de Moldova, en collaboration avec les chargés de programme de pays pour l'Arménie et le Kazakhstan.
17. Le bénéficiaire soumettra au FIDA des états de dépenses non vérifiés sur une base semestrielle et veillera à ce que la totalité de la période de mise en œuvre du projet soit couverte par un audit, en remettant au FIDA des lettres distinctes présentant l'opinion des auditeurs sur les états de dépenses rédigées par un commissaire aux comptes indépendant. Les états de dépenses comme les rapports d'audit devront consolider les dépenses engagées par le bénéficiaire et ses partenaires d'exécution. Cependant, le bénéficiaire demeurera l'unique responsable de la gestion des ressources du don et de la transmission de rapports financiers au FIDA. En outre, il fera vérifier chaque année ses comptes institutionnels par un cabinet d'audit indépendant, conformément aux Normes internationales d'audit, et il transmettra au FIDA une copie de ses états financiers vérifiés faisant notamment référence au don du FIDA, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire.

18. Les activités du projet feront l'objet d'un suivi constant de sorte que le FIDA sera rapidement informé des avancées et des défis à relever. Des activités de gestion des savoirs seront systématiquement mises en œuvre pour appuyer la création de pôles de services horticoles et favoriser la mise en œuvre du plan relatif aux savoirs par les partenaires du projet.
19. Des barrières historiques et culturelles dans les pays ciblés posent des problèmes particuliers s'agissant de promouvoir l'action collective: le souvenir des fermes collectives de l'époque de l'Union soviétique est encore présent dans les esprits des agriculteurs. Aujourd'hui, les agriculteurs sont bien plus individualistes et isolés, et – peut-être en réaction à ces années de collectivisation forcée – réticents à coopérer de manière formelle. Le caractère novateur de ce projet réside dans la recherche de nouvelles formes d'action collective pouvant aider les petits exploitants à surmonter les obstacles à leur intégration dans les filières.
20. Compte tenu des caractéristiques communes au projet proposé et aux projets du FIDA en cours d'exécution dans les pays ciblés à l'exception du Kazakhstan, le projet sera mis en œuvre en collaboration avec le Programme sans exclusive de croissance économique rurale et d'adaptation au changement climatique en République de Moldova, le Programme d'appui à l'infrastructure et à la finance rurale en Arménie et le Projet sur la modernisation de l'agriculture, l'accès aux marchés et la résilience en Géorgie. En outre, le projet assurera la promotion du concept de coopération Sud-Sud dans les pays ciblés en facilitant le partage de solutions de développement entre les pays participants et les projets du FIDA en cours d'exécution.
21. Le projet permettra au FIDA d'engager une première collaboration avec le Kazakhstan par le biais d'une organisation de la société civile. Les activités dans ce pays seront mises en œuvre progressivement et se concentreront sur les produits relatifs au partage des savoirs, qui seront soumis à de nouvelles évaluations.

VI. Coût et financement indicatifs du projet

22. Le coût total du projet est estimé à 1 770 000 USD. La contribution du FIDA représente 85% de ce montant, tandis que les 15% restants seront financés par le bénéficiaire (12%) et par d'autres bailleurs de fonds (3%). AGROinform et ses partenaires apporteront une contribution en nature sous la forme d'équipement et de bureaux, ainsi qu'une contribution en espèces de 36 000 USD pour les coûts de fonctionnement. Le Centre suédois de coopération – désormais appelé We Effect – versera une contribution de 42 000 USD. En outre, les groupes pilotes verseront des fonds de contrepartie de 50% au minimum, pour un montant estimé à 98 000 USD.

Tableau 1
Coûts par composante et par source de financement
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>Financement du FIDA par année de projet</i>			<i>Total FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total projet</i>
	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>			
A. Coûts directs						
i. Sensibilisation accrue et enseignements tirés de l'expérience d'actions collectives dans la région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants	184 000	22 000	-	206 000	-	206 000
ii. Renforcement des capacités des petits exploitants en vue de leur meilleure intégration au sein des filières	36 000	200 000	109 000	345 000	12 000	357 000
iii. Adoption de modèles pilotes ayant fait leurs preuves	25 000	155 000	196 000	376 000	167 000	543 000
Gestion et coordination	150 000	153 000	158 000	461 000	91 000	552 000
Sous-total coûts directs	395 000	530 000	463 000	1 388 000	270 000	1 658 000
B. Coûts indirects						
	32 000	37 000	43 000	112 000	-	112 000
Total	427 000	567 000	506 000	1 500 000	270 000	1 770 000

Tableau 2
Coûts par catégorie de dépenses et par source de financement
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Cofinancement</i>				<i>Total</i>
	<i>FIDA</i>	<i>Liquidités</i>	<i>Contribution en nature</i>	<i>Autres sources</i>	
Coûts directs					
1. Consultants	56 000	-	-	-	56 000
2. Équipement et matériel	30 000	-	19 000	-	49 000
3. Biens, services et intrants	189 000	-	-	28 000	217 000
4. Traitements et indemnités	423 000	-	-	12 000	435 000
5. Dépenses de fonctionnement	66 000	29 000	62 000	-	157 000
6. Ateliers	47 000	-	-	-	47 000
7. Formation	142 000	-	-	-	142 000
8. Frais de voyage et indemnités	255 000	-	-	-	255 000
9. Dons subsidiaires	180 000	120 000	-	-	300 000
Sous-total coûts directs	1 388 000	149 000	81 000	40 000	1 658 000
10. Frais généraux	112 000	-	-	-	112 000
Total	1 500 000	149 000	81 000	40 000	1 770 000

Results-based logical framework

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	YR1	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Goal: Improved livelihoods for rural poor households	▪ % from the project targeted population	Multidimensional poverty Index at project start	0.5%	1%	3%	▪ Baseline survey	Annually	CPM	Economic and political suitability exists
Development Objective: Improve smallholders' incomes from value chain integration through the sustainable use of collective actions	▪ Increased income of small holders integrated into the value chain	Small holders' income at start of the project	2%	5%	12%	▪ Baseline survey, statistics, project evaluation	Annually, at MTR period, project end	CPM	Favorable policy environment; smallholders willingness to cooperate
Outcome/Components 1: Increased awareness and learnings from collective action	▪ Stakeholders outreached with learning materials	N/A	1500	2500	6000	▪ Project evaluation report	Annually	CPM Project staff	Stakeholders are willing to apply gained knowledge
Output: • Mapping collective actions for preparation of learning document based on successes • Promoting favourable policies for intervention that facilitate collective actions	▪ Outputs of the research activity: learning document, policy papers, methodological guide	N/A	12		12	▪ Project M&E reports; ▪ Research papers ▪ Learning document ▪ Guide ▪ Publications	First year of implementation Annually	CPM Project staff	Access to information and statistical databases; Willingness of existing institutions/projects that promote collective action
	▪ Publications disseminated	N/A	1	2	4				
Outcome/Component 2: Enhanced capacities of smallholders for strengthening value chain integration	▪ Increased productivity due to gained capacities and knowledge	Productivity at the project start	0	4%	10%	▪ Baseline, MTR and final evaluation	At the end of capacity building program (CBP)	CPM Project staff	Commitment and willingness of farmers to adopt gained knowledge, Selected smallholders are committed and responsible Selected non-formal groups members motivated to learn
▪ Developed and upgraded skills of smallholders identified as pilot	▪ Nr of smallholders involved/trained	N/A	100	500	800	▪ Training module ▪ Trainer's reports ▪ Evaluation forms	Once, before CBP Quarterly reports	Project staff Project staff	
	▪ Knowledge and capacity adoption rate	N/A	10%	25%	50%	▪ Progress report	Quarterly reports	CPM	
Outcome/Component 3: Adoption of successful pilot models	▪ Volume of investments made by the pilots	Investments in marketing chains before project start	-	-	300.000	▪ External evaluation ▪ National statistics	Project end	Associated farmers	Farmers aims to consolidate their position in the local & external markets
▪ Technical support to farmers' groups aimed at strengthening profitable value chain integration	▪ Number of collective actions technically supported	N/A			15	▪ Project final report ▪ M&E report ▪ Partners website news	Quarterly reports Project end	CPM	Targeted farmer groups gained knowledge how to manage joint investment
▪ Joint learning, knowledge sharing and promotion pilot experience	▪ National & International events organized in project countries	N/A			19		Last project year	CPM	